

A LA UNE

Premier emploi : des jeunes diplômés en quête de sens

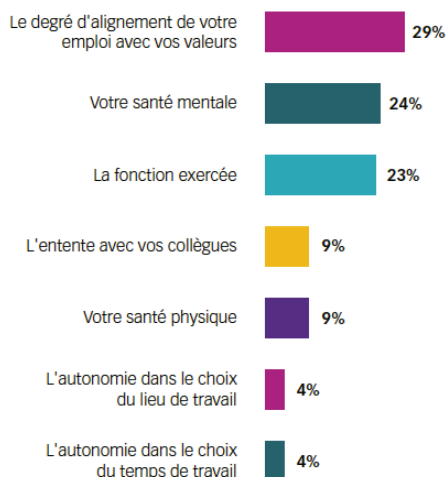
Deux enquêtes sur les attentes des étudiants face à l'emploi en attestent : les jeunes diplômés veulent donner du sens à leur carrière professionnelle. Le centre d'expertise de l'EDHEC publie la 4^e édition de son [Baromètre « NewGen NewJob »](#) auprès d'étudiants de grandes écoles de management sur les enjeux du premier emploi pendant que le [Baromètre Talents](#), réalisé par Opinionway pour SKEMA Business School et EY, dévoile son édition 2025. Autre éclairage du côté du Céreq qui établit dans une [note](#) qu'un jeune sur quatre souhaite changer de métier. Et là aussi la volonté de donner davantage de sens à son travail est importante : elle arrive même en deuxième position dans les motivations des jeunes qui la citent à 77%.



Olivier Rollet
(@ORollet)
Rédacteur en chef

QUELS SERONT LES ÉLÉMENTS LES PLUS IMPORTANTS QUI CONTRIBUERONT À VOTRE QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL ?

% classement en 1^{ère} position



Source : NewGen Talent Centre de l'Edhec

durablement que dans un travail qui a du sens, avec un management de confiance et un cadre favorisant leur bien-être mental. Les entreprises qui sauront répondre à ces attentes gagneront en attractivité et surtout parviendront à fidéliser plus sûrement leurs talents », analyse Manuelle Malot, directrice du NewGen Talent Centre de l'EDHEC.

53% des jeunes interrogés par l'Edhec jugent la perte de sens comme la situation la plus dommageable pour le bon fonctionnement de l'entreprise, en tête de classement quel que soit le profil. Ils sont 27% à indiquer la surcharge de travail (considérée comme plus problématique pour l'entreprise qu'à titre personnel) puis 20% seulement à pointer l'ennui. Cela dit si 91 % des étudiants interrogés par Skema prônent l'égalité femmes-hommes et 88 % réclament un engagement écologique fort, seuls 18 % quitteraient une entreprise qui ne partage pas leurs valeurs. Un décalage qui illustre selon l'étude un rapport ambivalent aux enjeux sociétaux : « si l'éthique est un prérequis, elle ne constitue pas un moteur de décision ».

84% des futurs jeunes diplômés estimant que c'est le devoir de l'entreprise d'assurer le bien-être mental de ses collaborateurs, ce bien-être mental au travail n'est « *plus un simple avantage mais une responsabilité de l'entreprise* » analyse l'Edhec. Plus de 9 jeunes sur 10 attendent d'ailleurs de leurs managers qu'ils leur accordent de la confiance, leur donnent de l'autonomie, et protègent leur équipe.

Parmi les éléments les plus importants qui contribueront à leur qualité de vie au travail, ils placent en première position l'alignement de leur emploi avec leurs valeurs (29%), puis leur santé mentale (24%) et la fonction exercée (23%).

Autre enseignement marquant : la confiance en l'avenir est en recul. Si 74 % des jeunes restent confiants quant à leur insertion professionnelle, ce chiffre était de 80 % en 2022 dans l'enquête Opinionway L'inquiétude est particulièrement forte chez les étudiants français (67 % contre 84 % pour les étrangers), révélant un « *malaise national face aux perspectives d'emploi* ».

Le bien-être au travail : une priorité. L'étude menée par l'Edhec rappelle d'abord les différences d'ambitions au sein des jeunes générations qui se répartissent entre :

- les compétiteurs (43 %) : attirés par une progression de carrière et une prise de responsabilités rapide, une rémunération attractive ;
- les engagés (29 %) : motivés par l'impact sociétal, la culture et les valeurs de l'entreprise, ainsi que l'utilité de leur mission ;
- les intra/entrepreneurs (28 %) : en quête de liberté, d'innovation et d'autonomie dans la gestion de leurs projets.

Quelle que soit leur ambition professionnelle, ce que les jeunes interrogés redoutent le plus de vivre est la « perte de sens » qui arrive largement en première position (50%) suivie de l'ennui (39%) puis de la surcharge de travail (11%). A cette question, les profils « engagés » sont 61% à citer prioritairement la perte de sens (contre 41% des « compétiteurs »), tandis que les compétiteurs sont 47% à mentionner d'abord l'ennui (contre 27% des engagés). « *Parce qu'ils sont convaincus que le travail est une source d'épanouissement, les jeunes diplômés d'aujourd'hui ne s'engageront*

AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

Universités

Entretien

Francisco Billari (recteur de la SDA Bocconi)

Entretien

Pascale Bueno Merino et Jean-Luc Herrmann (Fnege)

Entretien

Sarah Cooper (directrice des Relations et du Développement international de Neoma BS)

Repères

Filles et garçons face à l'orientation

UN NOUVEAU WEBINAIRE HEADWAY

HEADway Quality & Accreditation
ESLSCA University

SPECIAL WEBINAR SERIES | International Accreditations: Challenges and opportunities in the MENA region

Mélanie CADART
Director
HEADway Quality & Accreditation
Paris

Hetmi HAMMAMI
Dean
ESLSCA University
Cairo

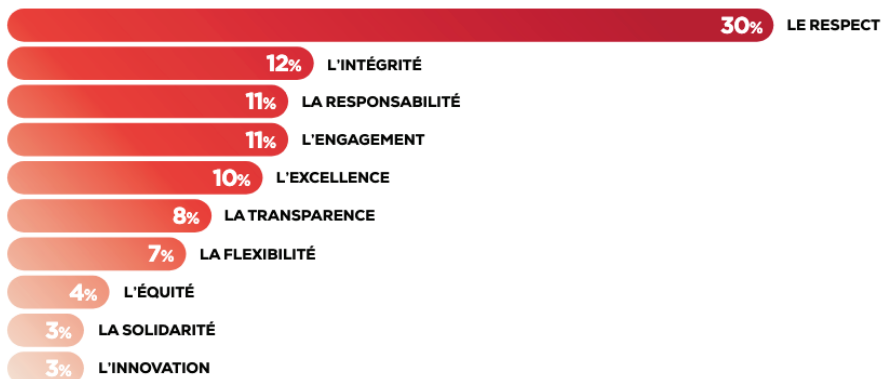
WEDNESDAY 02 APRIL 2025
3:00 pm - Paris time (UTC +2)
3:00 pm - Cairo time (UTC+2)

JOIN NOW | <https://tinyurl.com/2aqj6w9>

La quête d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle. Si le travail est la priorité de tous les futurs jeunes diplômés en début de carrière, ils prévoient qu'il sera détrôné par la vie familiale à 35 ans, et ce quel que soit le profil d'ambition, compétiteurs, engagés et entrepreneurs selon l'enquête de l'Edhec. Dans ce cadre la quête d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle devient rapidement un enjeu majeur :

- près de 40 % des jeunes diplômés souhaiteraient répartir leur activité professionnelle sur moins de cinq jours ;
- 40 heures par semaine est considérée comme la durée idéale pour préserver engagement et productivité.

Dans l'étude menée pour Skema le respect arrive en tête des valeurs plébiscitées (30 %), suivi de l'excellence et de l'engagement. Les jeunes veulent avant tout évoluer rapidement (75 % considèrent ce critère comme prioritaire), mais sans sacrifier leur bien-être : 55 % jugent qu'un bon management est essentiel à leur engagement.

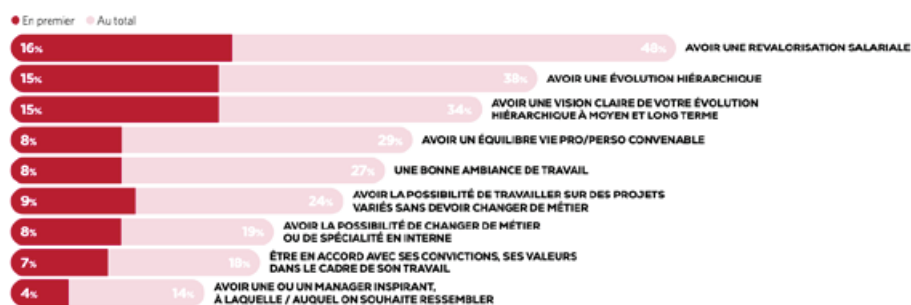


Quelle est la valeur la plus importante pour vous dans le monde professionnel ? (Source : Baromètre Talents, réalisé par Opinionway pour SKEMA Business School et EY)

L'IA générative suscite un engouement croissant : 85 % des étudiants s'y intéressent, et 44 % se disent « très intéressés ». Cependant, l'enthousiasme est teinté de prudence : 92 % reconnaissent ses gains de productivité, mais 84 % s'inquiètent de la réglementation et 83 % des risques éthiques qu'elle soulève.

« Attirer les jeunes talents repose sur la capacité des entreprises à incarner des valeurs fortes, comme le respect, et également sur la promesse d'un apprentissage stimulant auprès des managers qui les forment, avec une rémunération attractive. L'Intelligence Artificielle générative est déjà parfaitement intégrée par cette génération, elle devient un levier clé pour enrichir l'apprentissage, optimiser leur travail et répondre à leurs attentes en matière d'innovation », estime Patrick Vincent-Genod, associé Audit au sein d'EY.

Comment recruter et... conserver ses recrues ? 87 % des jeunes préfèrent encore les grandes entreprises selon l'étude menée pour Skema. Côté salaire, 48 % ne resteraient pas dans une entreprise sans revalorisation régulière, tandis que l'ambiance de travail est un facteur d'attraction majeur, notamment pour les femmes (62 % la considèrent comme un critère décisif, contre 55 % des hommes). Les attentes en matière de formation sont fortes : 60 % comptent sur leur futur employeur pour les accompagner dans la maîtrise de ces outils stratégiques.



Et plus précisément, qu'est-ce qui vous ferait rester plus longtemps à votre poste ou dans une entreprise ? (Source : Baromètre Talents, réalisé par Opinionway pour SKEMA Business School et EY)

Un jeune sur quatre souhaite changer de métier. Selon l'étude menée par le Céreq 36 % des jeunes entrés sur le marché du travail en 2017 déclarent ainsi avoir envisagé une réorientation professionnelle, et 24 % affirment avoir engagé des démarches dans ce sens entre le printemps 2020 et l'automne 2023. Des aspirations qui correspondent d'abord à une volonté changement de métier : 93 % des jeunes ayant entrepris des démarches l'ont fait pour changer de métier, et 83 % pour évoluer vers un autre secteur d'activité.

Et si parmi les motifs de réorientation les plus fréquents, on retrouve en tête de liste l'attrance pour un autre domaine professionnel (84 %), c'est là aussi la volonté de donner davantage de sens à son travail (77 %) qui suit devant celle de mieux concilier vies professionnelle et personnelle et d'améliorer ses conditions de travail (67 % dans les deux cas). 58 % des jeunes expriment aussi le désir d'augmenter leur rémunération.

LA PERSONNALITE



Bruno Lina a été élu président de l'Université Claude Bernard Lyon 1 au premier tour à la majorité absolue avec 18 voix sur 26 votants le 20 mars 2025. Il succède à Frédéric Fleury qui a effectué deux mandats à la tête de l'université.

Bruno Lina est un virologue français de renommée internationale, professeur à l'Université Claude Bernard Lyon 1 et praticien hospitalier aux Hospices Civils de Lyon. Il devient professeur en 2002 et dirige depuis 2006 le laboratoire de virologie des Hospices Civils de Lyon. Il est également directeur de l'équipe VirPath du Centre International de Recherche en Infectiologie (CIRI – UCBL, INSERM, CNRS, ENS de Lyon).

Spécialiste des virus respiratoires, il a publié plus de 470 articles scientifiques et figure parmi les 100 chercheurs les plus cités en microbiologie. Il a joué un rôle clé dans la lutte contre la grippe en 2009, et contre le SARS-CoV-2 depuis 2020 en tant que membre du Conseil Scientifique COVID-19 et du COVARIS.

Directeur du Centre National de Référence des virus respiratoires depuis 1999, il est expert auprès de l'OMS et de l'ECDC. Il a présidé l'European Society for Clinical Virology et siège dans plusieurs comités scientifiques internationaux. Il est également officier de la Légion d'Honneur et membre de l'Académie de Médecine.

ELLES/ILS BOUGENT...



Béatrice Chandellier est nommée directrice de la transition sociétale de TBS Education. Pendant plus de sept ans à la tête de la communication d'Audencia (2011-2019), elle y a acquis une connaissance approfondie du fonctionnement des business schools. Elle est de février 2019 à septembre 2020 directrice des Écoles Supérieures de Design ESDL, Management ESML et Numérique ESNL des Landes. Elle est directrice RSE et communication du groupe Schmidt de 2021 à 2024 et également coach professionnelle depuis 2021.



Pierre-Yves Le Corre, 47 ans, a été nommé secrétaire général de l'EM Normandie. Membre du comité exécutif, il « assurera l'interface entre les obligations de consolidation et de pilotage de la direction générale et les besoins opérationnels des directions de la business school ». Avec les directions de l'école, il « pilotera des projets majeurs d'accompagnement du développement stratégique de l'Association EM Normandie et

Par ailleurs les jeunes éloignés du marché du travail s'engagent plus fréquemment dans des démarches de réorientation professionnelle. Une tendance encore plus marquée chez les diplômés du supérieur ayant connu une trajectoire de chômage, avec une part de réorientation déclarée atteignant 40 %.

De même les personnes qui considèrent que leur emploi ne correspond pas à leur formation sont deux fois plus enclines à envisager une réorientation que celles dont l'emploi est en adéquation avec leur formation (30 % versus 15 %).

Les jeunes issus d'un ménage à dominante ouvrière sont ainsi moins enclins à engager des démarches que celles et ceux dont les deux parents sont cadres, de même que ceux ayant un enfant à charge.

In fine en 2023, 88 % des jeunes ayant entrepris une réorientation ont quitté l'emploi qu'ils occupaient trois ans après la fin de leurs études, que ce soit après une démission, une fin de contrat ou pour d'autres raisons. À titre de comparaison, 53 % des jeunes n'ayant pas de projet de réorientation ont quitté leur poste pendant cette même période.

Olivier Rollot

Rédacteur en chef

► **Méthodologie du Baromètre Talents 2025** : Pour la troisième année consécutive, l'étude a été menée du 6 janvier au 7 février 2025 par Opinionway pour Skema Business School et EY, auprès de 842 étudiants, issus de l'enseignement supérieur, principalement de business schools et d'écoles d'ingénieur.

ENTRETIEN

« Si la SDA Bocconi est avant tout une business school, elle est aujourd'hui beaucoup plus qu'une business school »

Francisco Billari, recteur de la SDA Bocconi

Fondée en 1902, la SDA Bocconi fait partie des meilleures business schools européennes et s'attache maintenant à intégrer le gratin mondial en se diversifiant. Invité avec un groupe de journalistes par Neoma à visiter ses institutions partenaires à Milan nous avons échangé avec le recteur de la SDA Bocconi, Francisco Billari.



Francisco Billari

Si vous pouviez nous résumer la stratégie de la SDA Bocconi ces dernières années que mettriez-vous particulièrement en avant ?

Depuis 25 ans nous nous sommes avant tout attachés à assurer le développement international de la Bocconi. Aujourd'hui nous sommes partenaires avec 280 institutions d'enseignement supérieur partenaires dans 50 pays et, depuis deux ans, plus d'étudiants internationaux qu'Italiens. La plupart de nos enseignements d'effectuent en anglais et nous recrutons de plus en plus de professeurs internationaux. Les professeurs français se situent d'ailleurs au deuxième ou troisième rang des nationalités au sein des « full professors ».

Nous avons également beaucoup développé la variété des disciplines que nous dispensons avec aujourd'hui le droit, les sciences politiques, les sciences de données, etc. et des partenariats avec des universités techniques en plus de l'économie et la gestion. Tous nos étudiants doivent suivre un cours d'informatique et d'IA, même s'ils suivent un cursus en droit. Notre plan stratégique entend ainsi apporter une approche scientifique dans tous les programmes. Si la Bocconi est avant tout une business school, elle est aujourd'hui beaucoup plus qu'une business school.

L'impact qu'a la SDA Bocconi en Italie semble immense !

La SDA Bocconi est une université non gouvernementale, non profit, privée, la première université privée reconnue en Italie. Elle est triple accréditée AACSB, Amba et Equis. La SDA Bocconi est une

de ses filiales sur les volets financiers, juridiques, achats, immobilier, projets, transformation digitale et qualité ».

Directeur général des services de l'École nationale supérieure maritime (ENSM) du Havre depuis septembre 2020, Pierre-Yves Le Corre est diplômé de NEOMA Business School. Il démarre sa carrière chez Accenture où pendant 15 années, il s'est « forgé une solide expertise dans le conseil pour le secteur public ».

En 2018, il intègre la direction du budget du ministère de l'Action et des comptes publics, en tant que chef du bureau performance de la dépense publique et de la fonction financière, qu'il quitte en 2020 pour rejoindre l'ENSM.



Le « mercato » fait rage dans les écoles de management et tout particulièrement entre Neoma, Skema, Audencia et Kedge. Jusqu'ici directeur du programme Grande école et des MSc d'Audencia

Alexandre Pourchet vient ainsi d'être nommé directeur général adjoint en charge des Programmes et de l'International de NEOMA Business School. Poste où il succède à Céline Davesne, partie à Kedge succéder à Sylvie Jean elle-même partie pour Skema où elle a succédé à Denis Boissin, qui avait quitté l'école pour... Audencia.

Alexandre Pourchet part en tout cas sur un beau bilan puisque Audencia est cette année l'école qui a le plus augmenté en nombre ses candidats dans le cadre de la BCE. Titulaire d'un doctorat en sciences de gestion de l'Université Paris-Dauphine et d'un PhD de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Alexandre Pourchet a commencé sa carrière en tant qu'analyste fusions-acquisitions à la Royal Bank of Scotland, à Londres, avant de rejoindre BNP Paribas puis l'European Banking Authority. C'est en 2016 qu'il intègre le monde de l'enseignement supérieur en tant que professeur de finance et y prend des responsabilités managériales, d'abord en 2016 au sein de la Burgundy School of Business dont il dirige le programme Grande école de 2019 à 2022, puis d'Audencia comme directeur du Programme Grande École et des MSc depuis 2022.

Toutes les bios sur le blog de l'Essentiel du Sup

Les biographies des présidents d'université, directeurs de Grandes écoles et principaux responsables de l'enseignement supérieur sont à consulter sur le [blog de l'Essentiel du Sup](#).

université phare dans beaucoup de domaines au-delà de la gestion. Nous nous classons ainsi au premier rang des financements ERC (European Research Program) en Italie, devant des universités beaucoup plus importantes que nous en nombre d'étudiants comme La Sapienza qui en compte 150 000 soit dix fois plus que nous. Nous avons formé plusieurs premiers ministres italiens comme Mario Monti qui préside toujours notre université.

Comment la SDA Bocconi est-elle financée ?

A 80% par les frais de scolarité, à 6 ou 7% par des fonds publics avec des bourses, le reste par la recherche ou la fondation qui recueille chaque année 20 millions d'euros. En tout notre endowment atteint 600 à 700 millions d'euros.

Cela nous permet de soutenir financièrement un tiers de nos étudiants et même 12,5% qui sont totalement exonérés de frais de scolarité. Nous souhaiterions revenir aux 50% des boursiers que l'université recevait à sa création.

De quels pays sont issus vos étudiants internationaux ?

De plus en plus de France (264 étudiants cette année contre 111 l'année dernière en bachelor), Allemagne, Turquie, de plus en plus des Etats-Unis en cycles undergraduate. Il n'y a pas de nationalité dominante si on excepte bien sûr les Italiens.

Le tableau est idyllique. Mais qu'est-ce qui vous empêcherait de dormir aujourd'hui ?

Rien ne m'empêche de dormir mais je suis préoccupé. Préoccupé qu'en Europe les universités ne soient pas au centre des agendas politiques. Préoccupé par la direction que prennent les Etats-Unis. Préoccupé par la démographie italienne : songez qu'en 1964 nous avions deux millions de naissances par an quand elles sont descendues à 379 000 en 2023.

Combien avez-vous de professeurs. Quel est leur mode de recrutement ?

Ils sont 600 aujourd'hui dont 400 en économie et management. Aujourd'hui nous recrutons de plus en plus en data science et IA. A tous nous proposons une « tenure track ». Ils peuvent devenir assistants professeurs après leur doctorat, suivent huit années et une évaluation pour devenir professeurs associés permanents ou professeur ordinaire. La tenure est autant basée sur la qualité de la recherche (l'impact de publications) que de l'enseignement avec également l'investissement dans le service.

Quelles relations entretenez-vous avec les business schools françaises ?

Nous avons derrière nous cinquante années de partenariat avec des écoles françaises comme Neoma qui sont des partenaires mais aussi des concurrentes. Avec HEC nous avons créé un bachelor qui lui permet d'attirer d'autres types d'étudiants dès le postbac. Les étudiants français sont d'ailleurs les deuxièmes plus nombreux, après les Italiens, dans nos bachelors.



LA SDA BOCCONI EN 6 IMAGES : L'entrée du bâtiment historique de la SDA Bocconi (Photo 1) / « Chi passa tra i Leoni non si laurea alla Bocconi » : les portes centrales de l'atrium du plus ancien bâtiment de l'université sont flanquées de deux lions. Mais attention : les étudiants qui passent entre eux ne pourront pas obtenir leur diplôme ! (Photo 2) / Faites vos dons : à l'entrée de l'école une machine permet de faire des dons (3) / L'entrée des bâtiments plus modernes de la SDA Bocconi qui reçoivent les activités postgraduate et formation continue (4) / Un amphithéâtre réservé aux étudiants de MBA (5) / Mais si la SDA Bocconi possède une piscine aux dimensions olympiques ! (6)



LES RECRUTEMENTS EN COURS

HEADway People est la branche dédiée à la chasse de tête académique et managériale d'HEADway Advisory.

Chaque semaine retrouvez une sélection de nos recrutements en cours ici et consultez notre site pour voir toutes nos offres.

Essentiel du Sup 522

HEADway People heading

Directeur / Directrice Pédagogique

ISTC_Lille_DP

HEADway People, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour l'ISTC, école de management et de communication située à Lille, un/une :

Directeur / Directrice Pédagogique

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

IT Business partner F/H

PFU_ITBP

HEADway People has been hired by Planeta Formación y Universidades to seek for an:

IT Business partner F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Ingénieur de formation continue F/H

sorbuiv_IP

HEADway People est un cabinet de recrutement leader dans le secteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation. Sorbonne Université a retenu nos services pour le recrutement d'un.e :

Ingénieur de formation continue F/M

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Responsable pédagogique F/H

EMA_Resppeda

HEADway People est un cabinet de recrutement leader dans le secteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation. L'Ecole de Management Appliquée – EMA, a retenu nos services pour le recrutement d'un professionnel d'exception situé à Rabat :

Responsable pédagogique F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)



Consultez l'ensemble de nos offres sur notre site

<https://headway-people.com/fr/>

Un projet de recrutement ?

Discutons-en recrutement@headway-advisory.com

PORTRAIT

Julien Barbotti : un étudiant de Neoma à la SDA Bocconi

Profitant des une ou deux places par an dont son Neoma peut bénéficier Julien Barbotti est venu étudier à la Bocconi en master 1. Il n'en est plus reparti : « *Je veux me spécialiser dans la finance et c'était une formidable opportunité pour moi de venir l'étudier dans l'une des meilleures institutions européennes après mon année de préparation au CFA (Chartered Financial Analyst)* ». Aujourd'hui il est à 100% un étudiant de la Bocconi en master 2 et doit pour cela déboursier 18 000€ par an. S'y ajoute des frais de logement de 1000€ par mois pour 20 m2 dans une ville parmi les plus chères d'Italie mais « *particulièrement pratique pour visiter tout le pays* ». Son expérience de la Bocconi : une charge de travail très élevée avec 25 heures de cours par semaine auxquelles il faut bien ajouter 75 heures de travail personnel : « *On se sent plus dans une université qu'à Neoma avec un environnement associatif beaucoup moins poussé* ». Son environnement personnel : très international avec beaucoup d'étudiants allemands, des cours 100% en anglais mais un niveau en italien B2 obligatoire à acquérir pour être diplômé alors que les « *étudiants italiens restent entre eux* ».

ÉCOLES DE MANAGEMENT

Boursiers : IMT Business School réforme ses droits de scolarité

Est-ce forcément le plus efficace en termes d'ouverture sociale de proposer une exonération complète des droits de scolarité aux boursiers ? L'Institut Mines-Télécom Business School a mené une réflexion approfondie sur les conditions de réussite des étudiants boursiers. Deux principales difficultés ont été identifiées :

- d'une part, l'exonération des droits de scolarité peut nuire à l'engagement étudiant et créer des écarts de perception entre les étudiants,
- d'autre part, les étudiants boursiers rencontrent des obstacles à l'accès aux prêts bancaires pour financer leurs dépenses de vie, les conduisant plus souvent à devoir travailler en parallèle de leurs études.

Suite à ces constats l'Institut Mines-Télécom Business School a décidé de mettre en place une nouvelle politique de droits de scolarité. À partir de la rentrée 2025, les étudiants boursiers primo-entrants en Programme Grande École (PGE) contribueront à hauteur de 4 500€ par an à leurs frais de scolarité, soit 50% du plein tarif 2025. Une contribution qui « *vise à renforcer l'engagement académique tout en garantissant un traitement équitable entre étudiants, favorisant ainsi un climat d'inclusion et de cohésion* ». « *L'exonération totale des droits de scolarité pouvait présenter des effets induits négatifs pour les étudiants boursiers tels qu'un engagement plus limité. Elle pouvait aussi laisser penser que l'école était choisie davantage pour son coût que pour sa qualité, ce qui ne reflète pas la réalité de son excellence académique et de son impact* », explique Herbert Castéran, directeur de IMT Business School.

Pour financer ces nouveaux droits de scolarité, IMT Business School a signé une convention avec BNP Paribas permettant à tous les étudiants du PGE d'accéder à un prêt bancaire de 25 000€, sans caution ni frais de dossier, à un taux fixe de 0,99% et remboursable sur 8 ans après leur diplomation. Cette solution financière leur permettra non seulement de financer leurs frais de scolarité, mais aussi de couvrir leurs dépenses de vie étudiante, réduisant ainsi leur besoin de travailler en parallèle. L'ancienne grille tarifaire « *engendrait des écarts significatifs entre les frais acquittés par les étudiants du PGE, allant de la gratuité totale à 9 000€ pour le plein tarif. La nouvelle grille tarifaire vise ainsi à réduire ces disparités et à renforcer la perception de la valeur du diplôme, tout en maintenant l'accessibilité pour les étudiants boursiers* », explique encore Herbert Castéran, qui insiste : « *Aujourd'hui, grâce à ce prêt sans caution permettant de financer non seulement les droits de scolarité mais aussi les dépenses de vie ou les extras liés à la scolarité, nos étudiants peuvent se dédier totalement à leurs études, sans avoir à travailler en dehors, ce qui favorisera leur engagement et leur réussite. Et grâce à la qualité d'insertion professionnelle exceptionnelle de l'école, le remboursement du prêt ne sera pas une source d'inquiétude* ».

► En 2025, les droits de scolarité des étudiants primo-entrants seront de :

- 9 000€ pour les étudiants non boursiers ;
- 5 700€ pour les étudiants dont les ressources dépassent d'au plus 5 700€ le plafond fixé pour l'attribution d'une bourse ;
- 4 500€ pour les étudiants boursiers, quel que soit leur échelon de bourse.



TRUMP VS. EDUCATION ET RECHERCHE : LE POINT

Donald Trump l'avait promis pendant la campagne électorale. Il a signé le 20 mars, un décret visant à « *éliminer* » le ministère de l'Éducation. Une illustration symbolique d'une guerre menée contre l'éducation. Et la menace paie : plutôt que de perdre 400 millions de dollars de financements fédéraux, l'université Columbia de New York a cédé le 21 mars aux exigences de supervision de son fonctionnement avancées par l'administration Trump (lire [Le Monde](#)). Une victoire contre le wokisme présumé d'une institution qui fut le théâtre, à partir de mars 2024, d'une forte mobilisation contre la guerre conduite par Israël à Gaza. Mais aussi une revanche personnelle pour le président des États-Unis car, comme le rappelle le New York Times, [Decades Ago, Columbia Refused to Pay Trump \\$400 Million...](#)

La recherche des étudiants étrangers de l'université ayant participé aux manifestations se poursuit en tout cas. Des agents de l'immigration se sont ainsi rendus dans des résidences à la recherche Yunseo Chung, résidente permanente légale qui vit aux États-Unis depuis l'âge de 7 ans, raconte encore [The New York Times](#).

Mais au-delà des questions tournant autour des manifestations propalestinienne ou de diversité (DEI) ce sont des pans entiers de recherche qui sont menacés, notamment sur les questions environnementales. Beaucoup d'universités en Europe, dont en France notamment Aix-Marseille Université et Paris-Saclay, se mobilisent donc pour accueillir des chercheurs qui souhaiteraient quitter les États-Unis faute de financements. Au niveau ministériel, Philippe Baptiste a réuni douze autres ministres européens chargés de la recherche pour proposer à la Commission européenne une action commune en vue de « *coordonner nos efforts aux niveaux européen et national, ainsi qu'aux niveaux public et privé pour accueillir en Europe de brillants talents étrangers qui pourraient souffrir d'interférences dans la recherche et de coupes budgétaires brutales et mal motivées* ».

► Lire aussi [Le refoulement d'un chercheur français aux États-Unis tourne à l'imbroglio diplomatique](#) (Le Monde) : L'administration américaine invoque des données sensibles détenues par le scientifique expulsé, contredisant la version du ministre français de la recherche, qui a médiatisé l'affaire.



TROPHEES DU DIGITAL LEARNING : SKEMA LAUREAT

Le 20 mars 2025, près de 150 responsables formation ont assisté à la remise des Trophées du Digital Learning au [salon Innovative Learning](#). Le trophée de l'innovation pédagogique dans l'enseignement supérieur a été remis à Skema Business School pour son projet « *AI Assistant* » conçu pour « *intégrer l'intelligence artificielle (IA) dans les méthodes pédagogiques et améliorer l'apprentissage des étudiants* ».

Santé : emlyon lance un double diplôme en partenariat avec UCL Global Business School for Health

emlyon business school et [University College London \(UCL\) Global Business School for Health](#), première business school mondiale dédiée à la santé, s'associent pour proposer un double diplôme en management des activités de biotechnologie et de pharmacie. Dès septembre 2025, ce partenariat permettra aux étudiants du Programme Grande École (PGE) d'emlyon qui suivent le cursus BioPharma, d'obtenir, outre leur diplôme, un MSc in Biotech and Pharmaceutical Management de la Global Business School for Health de University College London (UCL). « *Ce partenariat avec UCL offre à nos étudiantes et étudiants une formation d'excellence, ancrée dans deux écosystèmes biopharmaceutiques majeurs – Lyon et Londres. A travers ce double-diplôme, les étudiantes et étudiants bénéficient d'une reconnaissance académique remarquable et d'un réseau international élargi dans un secteur en forte demande* », souligne Isabelle Huault, directrice générale d'emlyon business school.

Le nouveau parcours se déroule en deux ans. Pendant la première année à emlyon les étudiants suivent une spécialisation en économie et management du secteur biopharmaceutique. Pendant la deuxième année à UCL les étudiants poursuivent leur formation au sein du MSc in Biotech and Pharmaceutical Management de UCL, un programme alliant des enseignements en pharmacoeconomie, régulation du secteur et développement de modèles d'affaires innovants. Grâce à une approche immersive, ils participent à des projets appliqués et bénéficient d'un accès aux infrastructures de pointe de UCL East, au cœur du hub londonien de l'innovation en santé.

➤ Lancé en 2024, le cursus emlyon BioPharma, intégré au Programme Grande École, propose aux étudiants déjà diplômés en sciences de la vie (biochimie, bioingénierie, microbiologie, pharmacie, ...) une formation qui allie excellence académique et forte proximité avec les entreprises du secteur.

La CCI Paris Ile-de-France rénove le campus historique de ESCP

Le Groupe CCI Paris Ile-de-France lance le projet de réhabilitation du campus historique, dit « République », de l'ESCP dans le 11^e arrondissement de Paris. Ce projet d'une superficie totale de 27 295 m² est soutenu par un prêt de la Banque des Territoires et de SG SOCIÉTÉ GÉNÉRALE en Ile-de-France. Sa livraison est attendue pour la rentrée 2029.

L'ambition est « d'offrir aux étudiants une expérience d'apprentissage inédit » via d'abord une logique de bâtiments durables qui inclut la végétalisation du quartier afin d'améliorer la qualité de l'air et de « créer un environnement plus agréable pour les étudiants et les riverains ». La flexibilité passera par la création d'espaces pédagogiques et de travail modulables sur un véritable campus *phygital*, qui allie le meilleur des expériences physiques et numériques. Enfin le bien-être de tous passera par la création d'équipements sportifs accessibles, une ouverture maximale des espaces extérieurs et des lieux de restauration « innovants et modulables, propices aux échanges et à la convivialité ».

Le projet de réhabilitation améliorera également les performances énergétiques et environnementales des bâtiments avec une réduction des consommations d'énergie d'au moins 40% par rapport aux performances actuelles. Sont visées plusieurs certifications prestigieuses telles que HQE Bâtiment durable- niveau Excellent, BREEAM- niveau Very Good, ou le label Biodiversity, mettant l'accent sur la biodiversité urbaine et la création d'espaces refuges pour la faune et la flore locale.

L'Essca lance ses « parcours engagement »

« *Consciente que les projets hors normes nécessitent une flexibilité accrue* », l'ESSCA lance trois dispositifs adaptés aux besoins de l'ensemble de ses étudiants, qu'ils soient entrepreneurs, sportifs de haut niveau ou engagés dans des actions citoyennes. Le parcours « Engagement Entrepreneur » est ouvert à tous les étudiants porteurs de projets entrepreneuriaux, quel que soit leur programme. Un appui stratégique leur est offert pour conjuguer études et développement de leur entreprise ou startup.

Le parcours « Engagement Sport et Arts » est quant à lui dédié aux sportifs et artistes de haut niveau ou en voie de professionnalisation. Acteurs et actrices de disciplines variées (rugby, tennis, musique) bénéficient d'une organisation adaptée à leur rythme d'entraînement, compétitions ou représentations.

Le parcours « Engagement Solidaire » est conçu pour des étudiants engagés dans des actions citoyennes et altruistes : pompiers volontaires, militaires réservistes ou proches aidants - accompagnant un parent ou un proche dans une situation de dépendance.

Dès cette année, les étudiants engagés auront accès à un séminaire de préparation mentale conçu pour optimiser leur gestion du stress, leur concentration et leur confiance en eux. Les participants pourront également bénéficier d'un accompagnement individuel. L'objectif, à terme, est de fédérer tous les étudiants autour d'activités collectives complémentaires telles que le yoga, la méditation, le théâtre, la musicothérapie et même l'équicoaching.

Les autres finalistes sont l'École d'Ingénieurs de Purpan pour son projet « ReVivre » de maîtrise du geste de taille de la vigne et l'Université de Reims pour son projet « HYPE-13 de masques pédagogiques » de générateur de cours Moodle vides de contenus.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

400 M€

La Cour des comptes estime à 400 millions d'euros chaque année les moyens consacrés à l'orientation par la puissance publique dans son [rapport annuel](#) publié le 19 mars 2025. La Cour signale particulièrement le programme Avenir(s), développé par l'Onisep dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA), est doté de 20 M€ sur 10 ans (pour le volet enseignement scolaire). Un programme qui « vise à constituer l'ossature de l'outillage pédagogique à l'attention des équipes éducatives et des élèves ». Une première version a été déployée en novembre 2024. Il s'agit à la fois d'une plateforme d'éducation et d'accompagnement aux choix permettant de structurer la progression du travail pendant les heures consacrées à l'orientation et d'un portfolio permettant à l'élève de conserver ses traces d'apprentissage, rencontres, idées, projets et compétences. Cependant le « niveau d'ambition élevé du projet Avenir(s) crée une incertitude technique et politique vis-à-vis des régions qui ont, elles aussi, développé des sites dans le cadre de leur compétence d'information sur les formations régionales ». La Cour a donc recommandé que soit mené un audit complet du programme Avenir(s) en 2026.

LE CNRS EST RICHE ! QUOIQU'...

Cela aurait pu être une divine surprise pour eux : dans leur [rapport sur le CNRS](#) les experts de la Cour des Comptes notent que sa trésorerie s'élevait à 1,4 Md€ fin 2023, soit une croissance de 900 M€ en 11 ans, et a « poursuivi sa croissance depuis ». Mais voilà la situation « *traduit en réalité une capacité insuffisante de l'organisme à programmer de manière pluriannuelle et à piloter ses ressources propres* ». Comme il n'existe en effet pas de système de consolidation des données financières des unités mixtes de recherche (UMR), les tutelles ne disposent pas d'une vision d'ensemble des ressources disponibles et de l'emploi qui en est projeté. Il en résulte une « *gestion décentralisée hétérogène, souvent très prudente et ne permettant guère de mutualisation entre équipes de recherche, qui se traduit dans les comptes du CNRS par une forte augmentation du solde de sa trésorerie depuis 10 ans et par une sous exécution systématique des dépenses budgétées, comprise entre 300 M€ et 700 M€ sur la période (442 M€ en 2023)* ».

- **SKEMA Business School** accueille deux personnalités de renom au sein de sa gouvernance : Fabienne Arata-Camps, Country Manager de LinkedIn France, et Anthony Ledru, Président et CEO de Tiffany & Co.
- **« A bientôt 50 ans, il est temps que je me mette à l'IA pour me repositionner » : au cœur de l'extension school de l'ESCP (Challenges)** : ESCP organisait, la semaine dernière, le séminaire de rentrée de la première promotion de son extension school, nouvelle école dédiée à la formation online de cadres intermédiaires, sans sélection. A la clé, une formation certifiante de 150 heures sur 8 mois en ligne avec 3 trois jours de présentiel.
- Du 10 au 14 mars, **ICN Business School** a célébré la 20^{ème} édition de son International Week, un événement emblématique annuel qui invite ses étudiants à vivre une expérience d'apprentissage multiculturel grâce à la présence de professeurs des 4 coins du monde sur ses campus. Cette année, l'école a proposé un format repensé, mêlant cours interactifs et défis collectifs, pour « renforcer l'ouverture internationale et l'adaptabilité de ses étudiants ».
- L'association cinéphile d'étudiants **d'Audencia** a créé le tout premier Audencia Film Festival. Rendez-vous les 2 et 3 avril à l'UGC Ciné Cité Atlantis, à Saint-Herblain.
- Pour la première fois, la France accueillera, du lundi 7 au mercredi 9 avril 2025, le Babson Collaborative Global Summit 2025, un rendez-vous international dédié à l'entrepreneuriat qui se tiendra à l'**EDC Paris Business School**. L'école a été sélectionnée parmi les 43 institutions membres de la Babson Academy pour organiser cette édition.
- France Volontaires et l'**EDHEC** annoncent la signature d'un accord de partenariat. L'EDHEC a lancé l'an dernier un nouveau dispositif permettant aux étudiants du Programme Grande École et du BBA de valider leur expérience internationale en s'investissant dans des missions à vocation solidaire, sociale ou environnementale. Le soutien de France Volontaires, opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, va permettre à l'école de renforcer son dispositif et de cibler de nouvelles régions du monde.
- **La Cité de l'IA et l'ÉSEG** lancent, à partir d'avril 2025, un parcours certifiant « Leaders Data / IA » qui cible ces personnes qui portent la nouvelle transformation digitale des entreprises. Construit sur 9 mois à raison d'un jour par mois en moyenne, ce parcours est rythmé en 7 modules, au cours duquel un expert ou un dirigeant d'entreprise viendra témoigner. Lesaffre, Getlink et Roquette comptent ainsi parmi les sponsors des premiers modules.

ENTRETIEN

« Ce que nous voulons c'est proposer des immersions significatives dans le temps dans un contexte réel »

Sarah Cooper, Directrice des Relations et du Développement International de NEOMA Business School

A l'occasion d'un voyage à la rencontre de trois grands partenaires académiques de NEOMA Business School à Milan - la SDA Bocconi, l'Università Cattolica del Sacro Cuore et le Politecnico de Milano – Sarah Cooper, directrice des Relations et du Développement International de Neoma, nous explique sa stratégie d'échanges internationaux.



Olivier Rollot : On le sait : la stratégie de Neoma n'est pas d'implanter des campus en propre tout autour du monde mais de favoriser les échanges avec d'autres institutions. Comment mettez-vous en musique cette stratégie en tant que directrice des Relations et du Développement International ?

Sarah Cooper : Neoma a toujours compté beaucoup de partenariats forts, que ce soit au sein de la Grande école ou avec la création du Cesem en 1974. Aujourd'hui nous avons 400 universités partenaires dans un portefeuille d'accords que nous consolidons constamment. Il s'agit aussi pour nous de nous diversifier en proposant des doubles diplômes, des programmes hybrides ou encore des cours spécifiques avec des universités très investies dans le digital ou les technologies. Ce que nous voulons c'est proposer une grande diversité de propositions à nos étudiants avec des immersions significatives dans le temps dans un contexte réel où peu d'étudiants de Neoma sont présents en même temps sur le même campus.

Chaque année ce sont ainsi 2 000 étudiants du programme Grande école et du Global BBA – une partie en double diplôme pour deux ans pour ces derniers - qui partent étudier dans nos 400 institutions

Résultat : les candidatures de chercheurs ont diminué de 36 % en 10 ans pour des postes offerts dont le volume n'a été réduit que de 18 % sur la période, tandis que les concours d'ingénieurs et de techniciens sont quatre fois moins sélectifs qu'il y a 10 ans.

La consultation par la Cour des 24 plus grandes unités de recherche du CNRS montre également que le « fardeau administratif » pesant sur les chercheurs s'est accru depuis quelques années au sein de l'organisme. En effet, la montée en puissance des appels à projets pour les contrats de recherche « crée une charge croissante, tant pour les candidatures que pour la gestion des contrats ainsi obtenus ». Les règles de la gestion publique sont d'autant plus pesantes que le CNRS peine à attirer et à fidéliser les personnels administratifs gestionnaires. Ainsi, l'organisation des UMR, au sein desquelles chacune des tutelles déploie ses propres processus, règles et systèmes d'information, combinée avec l'échec du projet de système de gestion unifié, SI Labo, en 2019, « complique fortement la gestion des laboratoires de l'organisme ».

RESEaux SOCIAUX : INSTAGRAM S'ESSOUFFLE ET X COULE A PIC

Instagram et Snapchat sont les réseaux sociaux les plus utilisés par les 16-25 ans. La plateforme de Meta atteint 76% d'utilisation, tandis que Snapchat est utilisé par 63 % des jeunes. Des chiffres qui marquent néanmoins un net recul en deux ans. Instagram, qui était en augmentation constante depuis 2019 perd 14 points par rapport à 2023, et Snapchat est en baisse de 17 points selon une enquête sur les réseaux sociaux menée par Diplomeo auprès de 444 jeunes, filles et garçons, âgés de 16 à 25 ans.

TikTok, avec 60% d'utilisateurs (contre 63% en 2023), consolide sa position dans le trio de tête, particulièrement chez les filles (77%). Le trio de tête devance largement LinkedIn (43%), qui reste le réseau pro de référence, Facebook (38%) et X (28%). Autrefois incontournables, les plateformes de Mark Zuckerberg et d'Elon Musk confirment aujourd'hui leurs places de second plan dans les habitudes numériques des jeunes. Alors que les jeunes sont 4 sur 10 (39%) à avoir décidé de quitter une plateforme, X (ex-Twitter) a ainsi fait fuir 32% des jeunes utilisateurs interrogés.

Mais les sondés délaissent aussi les réseaux sociaux les plus populaires : TikTok (31% de jeunes l'ont supprimé cette année), Instagram (20%) et Snapchat (19%). Les jeunes interrogés expliquent ces suppressions principalement car ils n'utilisent plus l'application en question (51%), qu'ils passent trop de temps dessus (38%) ou qu'ils ne sont plus intéressés par son contenu (37%). 14% d'entre eux ne sont plus d'accord avec la ligne directrice du réseau social en question et 6% souhaitent protéger leurs données personnelles.

Côté messageries WhatsApp est la messagerie de référence pour communiquer avec ses proches : 80% des jeunes l'utilisent. Elle est suivie par les SMS et iMessage, utilisés par 67% des usagers dans cette

partenaires. Le principe est celui de la réciprocité : nous envoyons autant d'étudiants chez elle que l'université partenaire nous en envoie. Les étudiants ne payant absolument rien de plus que leurs frais de scolarité.

O. R : Dans le cadre de ces échanges, est-il possible d'aller plus loin que les disciplines classiques du management ?

S. C : Nous proposons en tout 60 doubles diplômes, dont certains dans des domaines hybrides comme les sciences naturelles ou le design. La plupart des échanges se font dans les domaines classiques des business schools mais aussi dans d'autres plus spécifiques comme les sciences politiques, l'ingénierie, le droit, etc. Nous proposons par exemple un double diplôme avec l'Université de Tongi en Chine en Technologie et Management. Nous travaillons actuellement avec notre partenaire, l'université britannique d'Exeter sur une possibilité de double diplôme en sustainability.

Ces programmes spécifiques sont conçus pour des étudiants qui ont déjà une idée précise du secteur dans lequel ils souhaitent travailler et souhaitent commencer à se spécialiser en suivant des cours qui n'ont pas de pré-requis trop strict.

O. R : Plus largement comment sélectionnez-vous les étudiants qui demandent à se rendre dans les établissements les plus prestigieux comme par exemple l'Université de Bocconi ?

S. C : L'Université de Bocconi était la plus demandée cette année avec trois places qui sont attribuées en fonction du rang académique. Les étudiants émettent une liste de vœux et, en fonction également de leur niveau en langue, nous leur attribuons des places.

O. R : Vous le disiez : vos contrats avec les universités partenaires sont strictement des échanges de réciprocité. Cela ne doit pas toujours être facile à organiser ?

S. C : Nous devons effectivement être très créatifs et innovants. Nous proposons à nos étudiants des expériences plutôt longues – de six mois à un an – quand ailleurs les périodes de mobilité sont plus courtes. Pour pallier cette difficulté nous avons créé des échanges d'été de quatre semaines, des summer programs, des bootcamps ou encore des séjours dans nos incubateurs pour les étudiants anglo-saxons. Notre programme d'été en management du sport attire beaucoup d'étudiants australiens et canadiens. Notre programme d'été en l'hospitalité et la gastronomie attire d'autres étudiants européens.

O. R : Y a-t-il une inflexion récente des destinations que demandent les étudiants français ?

S. C : La moitié de nos étudiants vont d'abord en Europe. Ensuite l'Asie revient en force : la Chine fait de nouveau partie du top 10 des destinations demandées, l'Asie du Sud Est monte en flèche alors que le Japon et la Corée du Sud attirent toujours autant nos étudiants. Nous assistons en revanche à une baisse des demandes vers les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Irlande et les Pays-Bas. Pour ces deux derniers pays le coût du logement explique sans doute la baisse. Pour les Etats-Unis l'inflation a été forte et il faut aussi prendre en compte la nécessité de bloquer des sommes d'argent conséquents sur un compte avant de s'y rendre.

O. R : Les pays anglo-saxons que vous évoquez ont aussi passé des messages très restrictifs à l'entrée des étudiants internationaux.

S. C : Effectivement et le Canada a un temps voulu restreindre les visas d'un an avec des quotas pour chaque université. Finalement il y a eu peu de cas mais cela a fait réagir et nos étudiants ont partagé l'information.

O. R : Qu'en est-il aujourd'hui des Etats-Unis dans l'ère Trump ?

S. C : Les universités américaines se veulent plutôt rassurantes et ne réduisent pas le nombre de places qu'elles ne proposent. Et si c'était le cas l'un des grands atouts d'avoir 400 universités partenaires c'est que nous pouvons faire appel à la solidarité dans les périodes difficiles.

O. R : Est-il possible d'obtenir des bourses pour financer son séjour ?

S. C : Les bourses Erasmus financent une partie du séjour en Europe et sont complétées par des bourses régionales dont le montant varie. Neoma propose quant à elle des bourses pour certains étudiants en difficulté.

O. R : Le Covid, Fukushima, la Russie, le Liban, les écoles n'ont pas été épargnées par les chocs géopolitiques et sanitaires ces dernières années. Vous êtes maintenant rodés j'imagine ?

S. C : Nous avons effectivement mis en place des éléments pour résoudre les crises éventuelles. Cela passe par la solidarité que j'évoquais mais aussi par le recours au réseau d'alumni, qui viennent aider nos étudiants, et au concours des entreprises.

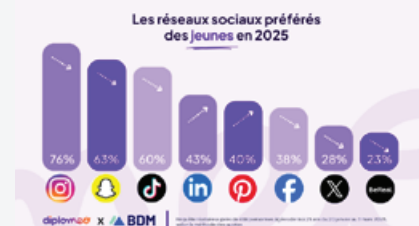
O. R : Une question plus personnelle : c'est comment la vie d'un responsable des relations internationales ? Vous êtes toujours par monts et par vaux ?

S. C : Pas tant que ça. Je dirais que j'effectue une bonne dizaine de déplacements par an. Nous recevons beaucoup de partenaires, nous profitons des conférences internationales aussi pour les rencontrer et en prospecter d'autres. Et puis la visio est très efficace quand on connaît déjà bien ses partenaires.

O. R : Vous arrive-t-il souvent de décider qu'un partenaire n'est plus en phase avec vos exigences ? Tous vos partenaires doivent-ils par exemple être triple accrédités AACSB, Amba, Equis ?

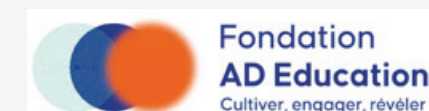
S. C : Nous ouvrons et fermons des échanges essentiellement en fonction de l'offre de cours proposée et du suivi de nos étudiants. La triple accréditation est importante mais est peu répandue dans de nombreux pays, par exemple l'Allemagne.

optique d'interaction. Snapchat et Instagram suivent le pas (56%). Loin derrière, on retrouve Messenger (24%) Discord (12%) et Telegram (7%).



LE GROUPE AD EDUCATION A LANCE SA FONDATION

Le Groupe AD Education a officiellement lancé la [Fondation AD Education](#) le 13 mars 2025 lors d'une conférence au sein du Learning Planet Institute à Paris. Abréviée par la Fondation de France, la Fondation AD Education a pour objectif de « soutenir à travers des moyens financiers, humains et matériels, des associations porteuses de projets innovants et à fort impact autour de la culture, pour favoriser l'égalité des chances ». Née de la volonté de Kevin Guénégan, président d'AD Education, la Fondation AD Education a pour mission d'amplifier le soutien déjà apporté l'association *Toutes à l'école.*, qui scolarise les petites filles démunies au Cambodge. Kevin Guénégan est revenu sur la genèse de la Fondation, aux côtés de Tina Kieffer, présidente-fondatrice de l'association.



LE NOUVEAU REGIME COLLECTIF OBLIGATOIRE DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE EN SANTE DE L'EDUCATION

Au terme d'une année de concertation, les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, et les représentants des organisations syndicales ont signé le 8 avril 2024 un accord majoritaire pour le déploiement de nouveaux régimes collectifs de protection sociale complémentaire (PSC) en santé et en prévoyance au bénéfice de leurs agents.

Ces nouveaux régimes couvriront, à compter d'avril 2026, potentiellement 3 millions de bénéficiaires : les 1,4 million d'agents des ministères et de leurs établissements publics, leurs ayants droit ainsi que les personnels retraités (ces deux dernières catégories, uniquement pour la santé).

À l'issue d'une procédure de marché public initiée en juin 2024, les ministères ont sélectionné le groupement MGEN - CNP Assurances pour gérer le régime collectif obligatoire de PSC en santé. Ce nouveau régime « comporte des avancées majeures

O. R : Nous avons beaucoup parlé des étudiants français. Quelles sont les exigences des universités étrangères avec lesquelles Neoma est partenaire ?

S. C : C'est d'abord le principe de réciprocité que j'évoquais qui prévaut. Ensuite nous devons présenter un catalogue de cours en phase avec ce que les étudiants internationaux recherchent. Les universités américaines exigent par exemple des équivalences de cours très strictes. Et il faut évidemment dispenser des cours en anglais comme ne faisons très majoritairement.

ÉCOLES D'INGÉNIEURS

Le CESI lance une websérie sur la mobilité durable



Comment réussir à sensibiliser et mobiliser les jeunes de la GenZ à la mobilité durable ? Dans le cadre du programme d'économies d'énergie « Mon trajet vert », l'école d'ingénieurs CESI lance sa première websérie, qui invite les spectateurs à suivre cinq étudiants aux modes de mobilité bien différents. « Nous souhaitons l'utiliser comme un levier éducatif puissant pour faire évoluer les mentalités et encourager chaque

étudiant à devenir acteur du changement, tout en découvrant notre programme d'économies d'énergie Mon trajet vert. Cette websérie est complémentaire aux actions de terrain mises en place auprès des étudiants dans les différents campus de CESI, avec l'ambition d'encourager un changement d'habitude tangible en matière de mobilité quotidienne et promouvoir activement de nouvelles habitudes de déplacement », explique Céline Viazzi, coordinatrice du projet.

► Le [premier](#), le [deuxième](#) ainsi que le [troisième](#) épisode sont disponibles sur la chaîne YouTube de Mon trajet vert. Les autres épisodes seront publiés prochainement, dans le respect d'un rythme de diffusion d'un épisode par mois jusqu'en mai 2025.

Saint-Etienne : l'ISTP inaugure son nouveau campus



L'ISTP, leader régional de la formation d'ingénieurs en alternance, inaugure un bâtiment supplémentaire de 8 500 m² sur le site de l'ex-Manufrance en plein cœur de Saint Etienne. Chaque année, ce sont 1 400 élèves ingénieurs qui sont formés en alternance au sein du campus de l'ingénierie de l'ISTP en partenariat avec Mines de Saint Etienne et Arts et Métiers. « Nous pouvons ainsi poursuivre notre stratégie permettant le développement des formations d'ingénieurs. Les axes de cette stratégie sont : la souveraineté industrielle par

les voies du développement de la valeur ajoutée des entreprises et de la décarbonation, de la transition énergétique et le développement d'un pôle nucléaire national en Auvergne-Rhône-Alpes à Saint-Etienne, et la structuration d'un écosystème d'entrepreneuriat », explique Cyril Faure, directeur général de l'ISTP.

► Pour découvrir la présentation en vidéo, cliquez [ici](#)

En bref...

- En partenariat avec l'ITII Pays de la Loire, l'**ESILV**, va proposer à ses étudiants nantais un cursus en apprentissage à la rentrée 2025 dans le secteur de l'intelligence artificielle, de l'industrie, du développement durable et de l'informatique.
- Polytech Nice Sophia** vient de signer une convention de partenariat avec les sociétés d'ingénierie ELSYS Design et AVISTO, filiales d'Advans Group. Ce partenariat permettra de « renforcer la synergie Enseignement - Recherche - Entreprise et d'élargir les perspectives de débouchés, stages, alternances ou embauches, pour les 1500 élèves de l'école ».

pour la couverture des frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident ».

Concernant la prévoyance, les ministères ont publié un second marché en février 2025 afin de désigner l'organisme chargé de mettre en œuvre ce régime facultatif, qui couvre les risques d'incapacité, d'invalidité et de décès.



D'AUTRES FORMATIONS, D'AUTRES INFORMATIONS

- « [Du jour au lendemain, on nous a dit : "les cours sont annulés"](#) » : l'école de commerce **Lybre en difficulté financière** (La Voix du Nord) : Répartie sur huit « campus » dont Roubaix (où se trouve le siège), Béthune, Valenciennes et Douai, l'école Lybre peine à payer certains de ses intervenants et a arrêté subitement les cours en présentiel.
- Terra Academia, l'étrange école de Jean-Michel Blanquer** (Le Monde) : Lancé en 2023 par l'ancien ministre de l'Éducation nationale et l'entreprise Veolia, l'organisme, qui affiche un objectif de 60 000 personnes formées à la transition écologique d'ici à 2030, peine à décoller.
- L'École de design Nantes Atlantique** et Orange renforcent leur collaboration à travers deux projets majeurs : une étude prospective sur la démocratie et le numérique et un programme de formation continue destiné aux collaborateurs d'Orange en Afrique de l'Ouest, menés avec la direction Xperience Design Lab(XDLAB) d'Orange et Orange Campus Tech.
- [Cinq ans après, les cicatrices d'une « génération Covid »](#) : « [Je ne me projette plus qu'à court terme](#) » (Le Monde) : Le temps a beau avoir passé depuis les restrictions sanitaires de 2020-2021, la santé mentale d'une partie des jeunes demeure durablement abîmée. Pour ceux qui ont rebondi, cette confrontation brutale à un monde incertain a transformé leur rapport à l'avenir et au collectif.



REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

Chaque semaine nous scrutons pour vous l'actualité internationale dans les principaux médias consacrés à l'enseignement supérieur : Times Higher Education, The Chronicle of Higher Education, HigherEd Dive, University World News... mais aussi de la presse généraliste française et internationale quand cela concerne l'enseignement supérieur.

Chine

- [Despite US-China tensions, joint universities are thriving](#) (University World News) : Les universités sino-américaines en Chine - telles que l'université Duke Kunshan, l'université NYU Shanghai, l'université Wenzhou-Kean, l'école Juilliard de Tianjin et le centre Hopkins-Nanjing - ont continué à

La Fnege lance l'Observatoire de la recherche en sciences de gestion et du management

La Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (Fnege) a décidé en 2022 de lancer l'Observatoire de la recherche en sciences de gestion et du management. A l'issue de cette enquête, Pascale Bueno Merino, directrice de la recherche à l'EMLV Business School (De Vinci Higher Education), et Jean-Luc Herrmann, professeur agrégé des universités à l'Université de Lorraine, ont rédigé un rapport d'analyse des principaux enseignements. Ils nous expliquent le sens de leurs travaux.



Pascale Bueno Merino et Jean-Luc Herrmann

Olivier Rollot : Pourquoi avoir créé ce nouvel Observatoire de la recherche ?

Pascale Bueno-Merino : Nous avons démarré nos travaux il y a deux ans environ pour répondre à la demande de la Conférence des directeurs des écoles françaises de management (Cdefm) et d'IAE France, sous l'égide de la Fnege, d'attirer l'attention sur l'utilité et l'impact de la recherche en sciences de gestion. L'idée était de porter un regard sur les activités et le suivi de la recherche au-delà de son impact sur la seule communauté des chercheurs et de valoriser son rôle pour les praticiens, les étudiants, les territoires et la société. Ce travail complète les deux observatoires de la Fnege sur les formations en sciences de gestion et les thèses en gestion.

Jean-Luc Herrmann : Pour ce faire nous avons identifié tous les laboratoires dans les écoles de management et les universités : 66 en tout dont 57 ont répondu, soit 86%, à parité entre écoles et universités. Avec des différences de taille considérables : un quart ont des effectifs en-dessous de 40 personnes et autant au-dessus de 100 personnes. Je rappelle au passage que les formations à dominante « sciences de gestion » concernent un cinquième de l'ensemble des étudiants inscrits dans les écoles et universités.

O. R : Que considérez-vous comme faisant partie de la recherche ?

J-L. H : Tous les produits des activités de recherche, qu'il s'agisse bien sûr d'articles académiques ou de vulgarisation, mais aussi d'ouvrages, de vidéos, de tribunes, etc. en fait tout ce qui alimente les cours dispensés dans les formations, initiales et continues, mais aussi les contributions pour les praticiens agissant dans le tissu économique et social, et dans la société de façon plus générale.

P. B-M : Nous voulions collecter toute la variété des contributions intellectuelles qui permettent d'adosser à la recherche les programmes d'enseignement. Nous avons par exemple pu mettre en lumière sur les cinq dernières années la publication de 10 000 articles de vulgarisation et la production de 3500 vidéos et podcasts, au-delà des seuls articles académiques.

O. R : Jusqu'où un enseignant-chercheur doit-il se consacrer à ses recherches ?

J-L. H : C'est une question essentielle. A partir de quand va-t-on trop loin dans la quête de la performance de la recherche ? Publier dans quinze ou vingt revues académiques majeures en un temps limité, cela donne forcément moins de temps pour enseigner. Il importe de veiller à encourager la quête d'un équilibre.

P. B-M : Aujourd'hui les accréditeurs nationaux et internationaux interrogent les institutions sur l'utilité et l'accessibilité de leur activité de recherche pour les praticiens et les étudiants. L'impact sociétal est de plus en plus mis en avant. Le label DD&RS pousse également à montrer comment on est utile à la société. Chaque enseignant-chercheur doit trouver un équilibre entre les publications dans les revues de recherche de haut rang et la dissémination de ses résultats de recherche auprès du grand public, à travers d'autres formes de contribution intellectuelle (articles de presse, vidéos de vulgarisation, tables-rondes, etc.).

J-L. H : Dans les universités, les laboratoires sont évalués par le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) qui prend de plus en plus en compte les diverses formes de contribution bien au-delà des seules publications dans les revues classées.

O. R : Quelle est l'évolution de la recherche en sciences de gestion depuis 30 ans ?

J-L. H : En 1995 j'avais vraiment le sentiment que nous n'étions pas du tout au même niveau qu'aux Etats-Unis. A l'époque, en France, présenter ses travaux régulièrement dans les conférences francophones constituait encore la norme pour un chercheur débutant. C'est à cette époque que nous avons pris conscience qu'il fallait publier dans les revues les plus lues – essentiellement publiées en

prosperer malgré les frictions politiques croissantes entre les États-Unis et la Chine.

Espagne

- [En España compensa menos salarialmente estudiar una carrera que en Alemania y Francia](#) (La Vanguardia) : Un diplômé universitaire espagnol gagne 66 % de plus qu'un travailleur ayant suivi l'enseignement obligatoire, contre 177 % dans les autres pays.

Etats-Unis

- [AAUP, Middle East Studies Association Sue Trump Over Deportations](#) (Inside HigherEd)
- [Accreditation Is Trump's 'Secret Weapon'](#) (The Chronicle of Higher Education)
- [What types of colleges offer the best ROI?](#) (HigherEdDive) : Le retour sur investissement pour leurs étudiants de 4600 établissements d'enseignement supérieur a été mis à jour dans une base de données du Center on Education and the Workforce de l'université de Georgetown.
- [University of California freezes hiring as it braces for funding cuts](#) (HigherEdDive) : L'incertitude qui règne tant au niveau fédéral qu'au niveau de l'État, notamment les fortes réductions potentielles des National Institutes of Health (instituts nationaux de la santé), oblige l'UC à réduire ses coûts.
- [Is It That Easy for Trump to Revoke Visas?](#) (The Chronicle of Higher Education) : Les experts juridiques estiment que le gouvernement fédéral dispose d'un large pouvoir discrétionnaire pour décider que les étudiants et les universitaires constituent des menaces pour la sécurité nationale.

Inde

- [Indian students abroad fall by 15%. And in Canada by 41%](#) (University World News) : Le nombre d'étudiants indiens poursuivant des études supérieures à l'étranger a diminué de près de 15 % en 2024 par rapport à l'année précédente, la baisse la plus importante étant observée au Canada, où les inscriptions d'étudiants indiens ont chuté de 41 %.

Irlande

- [Applications for higher education surge to record level](#) (University World News)

Pays-Bas

- [« Je me pose sérieusement la question de la poursuite de mes études ici » : aux Pays-Bas, l'inquiétude des étudiants étrangers face à la diminution de cours en anglais](#) (Le Monde) : Sur fond d'austérité budgétaire, la coalition de droite au pouvoir aux Pays-Bas veut réduire l'offre de cours en anglais et le nombre d'étudiants étrangers.

anglais ! – pour faire connaître et reconnaître ses travaux. Depuis dix ans, on a vu se développer l'importance de toutes les contributions et de toutes les parties prenantes.

P. B-M : Aujourd'hui les laboratoires intègrent dans leurs travaux des préoccupations de transition environnementale ou numérique en phase avec des problématiques contemporaines et au-delà de la seule question des rangs des revues. Ils démontrent ainsi leur utilité pour la société. Quand un enseignant-chercheur m'annonce qu'il a publié dans une revue de rang 1 bien sûr je le félicite mais je veux également savoir sur quel sujet.

J-L. H. : Les organismes d'accréditation encouragent d'ailleurs les chercheurs à se spécialiser sur certains domaines de recherche qui sont des axes scientifiques prioritaires pour la société.

O. R : Ces recherches ne restent-elles pas encore trop spécialisées dans un seul domaine ?

P. B-M : Pour publier dans une revue d'excellence il faut contribuer à une discipline en particulier. Mais des équipes inter disciplinaires se constituent de plus en plus rassemblant chercheurs en sciences de gestion et chercheurs issus de sciences dites dures pour résoudre des problématiques complexes de transition environnementale en équipes. L'interdisciplinarité est mise en avant pour résoudre les grands enjeux sociétaux et obtenir des financements. Mais la carrière du chercheur reste évaluée sur la contribution à une discipline en particulier.

O. R : Il faut absolument publier sa recherche en anglais ?

P. B-M : Il faut publier en anglais pour être visible et développer des collaborations à l'international et en français pour disséminer ses résultats de recherche auprès du grand public. Les entretiens avec les médias ont lieu en français. Les publications sur The Conversation se font très souvent en français. Tous les professeurs internationaux que je recrute ont la possibilité de suivre des cours de français pour mieux s'intégrer dans la communauté académique francophone.

O. R : En fait tout le secret est de savoir s'adresser à plusieurs publics avec des approches différentes.

P. B-M : Dans les revues classées la cible ce sont les chercheurs et la communauté académique. Les enseignants-chercheurs doivent ensuite transmettre leur savoir dans des articles de presse, des vidéos de vulgarisation, etc.

J-L. H. : Plus les revues sont exigeantes, plus les articles sont compliqués à lire et doivent contenir des contributions les plus généralisables possible. Il faut parallèlement parvenir à transférer cette contribution aux étudiants, doctorants, et praticiens du tissu socio-économique et de la société. La question de la difficulté de lecture des revues académiques est un faux problème : elles sont avant tout conçues pour et s'adressent aux académiques. Ce qu'il faut, c'est ensuite veiller à trouver un juste milieu entre la valorisation des recherches dans les revues académiques, et leur valorisation dans d'autres supports et sous d'autres formes pour permettre leur transfert vers un plus large public.

Il faut parvenir à mieux faire communiquer les académiques et les praticiens.

P. B-M : Nous entretenons des liens avec les praticiens dans 70% nos laboratoires, grâce à la conclusion de contrats de recherche avec des entreprises ou d'autres organisations privées ou publiques. Les chaires de recherche mécénales sont coconstruites avec les entreprises sur des préoccupations managériales et 56% des laboratoires que nous avons interrogées ont lancé au moins une chaire sur les cinq dernières années.

J-L. H. : La Fnege a toujours veillé à prendre des initiatives pour faciliter les relations entre différents types de publics via les labels et prix du Collège de labellisation des ouvrages de gestion ou Fnege Médias pour les vidéos.

O. R : Les publications sont importantes pour les accréditations mais aussi pour les classements des écoles de management. Quel impact cela peut-il avoir sur la recherche ?

J-L. H. : Le grand danger pour la recherche est de devenir un simple instrument en privilégiant exclusivement les critères des classements.

O. R : Il faut publier mais pas n'importe où ! On se bat pour publier dans les revues de rang non ?

J-L. H. : Sans doute mais chercher à ne publier que dans des revues de rang 1 c'est inévitablement se consacrer moins (voire pas du tout) à l'enseignement. Une expérience réelle des travaux de recherche et des publications est indispensable, mais ne doit pas être une fin en soi. On peut être très performant en termes de publications dans des revues de rang 1, mais sert-on encore pleinement la communauté de l'enseignement supérieur ? C'est une question centrale qui appellent des réponses équilibrées, pas toujours facile à trouver.

P. B-M : Si je peux donner une définition plus systémique de la recherche ce serait de créer une chaîne de valeur qui irait de la publication scientifique à sa vulgarisation dans un article de presse ou dans une vidéo, en passant par l'organisation d'une table-ronde avec des praticiens, pour être utile à la société.

J-L. H. : Les publications dans les revues classées ne doivent pas être la finalité de la recherche, mais le moyen de cultiver une expertise scientifique et de livrer une contribution intellectuelle. Il faut ensuite valoriser tout cela auprès des différents publics potentiellement bénéficiaires, sinon le coût de la recherche est disproportionné par rapport au nombre restreint de personnes qui y ont naturellement accès.

Royaume-Uni

- [International students down 7% in first fall in 10 years](#) (University World News) : La Higher Education Statistics Agency (HESA) a confirmé la première baisse du nombre d'étudiants inscrits dans les universités du Royaume-Uni depuis dix ans. Le nombre d'étudiants internationaux a chuté de 7 % dans l'ensemble et le nombre d'étudiants de troisième cycle originaires de pays extérieurs à l'Union européenne a baissé de 10 %.

AGENDA

Du 2 au 16 avril : Tout jeune Européen âgé de 18 ans - né(e) entre le 1er juillet 2006 et le 30 juin 2007 - peut candidater pour participer à DiscoverEU sur le [Portail européen de la jeunesse](#). DiscoverEU permet de parcourir gratuitement l'Europe en train pendant un mois. 5 000 jeunes Français seront sélectionnés pour y participer.



Du 2 au 4 avril : Le campus du Havre de l'EM Normandie est hôte et co-organisateur de la troisième édition du colloque scientifique "Management en Séries". Ce colloque a pour objet de réunir annuellement des chercheurs et chercheuses en sciences sociales, afin qu'ils puissent présenter leurs travaux de recherche dont les terrains empiriques sont constitués de séries TV. Un accent tout particulier est mis cette année sur les questions relatives aux politiques Diversité Égalité et Inclusion (DEI) au sein des organisations, mises fortement à mal dans le contexte politique actuel.

12 au 19 avril : Le port des Marines de Cogolin (Var) accueillera la 44 édition du [Challenge SPI Dauphine](#), premier événement étudiant du sud de la France. Plus de 900 étudiants passionnés de voile, issus de 40 écoles prestigieuses en France et des pays voisins, se retrouveront autour de compétitions nautiques et terrestres.



20 au 23 mai : Le colloque 2025 de [Questions de pédagogie dans l'enseignement supérieur](#) (QPES) se déroule à Brest. Il sera précédé d'un pré colloque les 19 et 20 mai 2025. La thématique de cette 13^{ème} édition de QPES « Écosystèmes de formation pour quelles transformations? » appelle le monde académique à prendre le temps nécessaire pour questionner, (re-)penser et accompagner les transformations de l'enseignement supérieur.

16 au 19 juin : The [Global Sustainable Development Congress](#) se tient à Istanbul avec toute une partie des débats consacrée à l'enseignement supérieur.

Quand France Universités soutient le Hcéres

Le 24 mars dans le cadre de l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi Simplification de la vie économique, les députés ont voté un amendement porté par des députés du groupe Écologiste et Social qui vise à supprimer le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Un souhait qui vient à la suite de nombreuses critiques contre l'institution suite à la publication des avis provisoires de la vague E d'évaluation. Une institution qui a de plus eu bien du mal à trouver une nouvelle présidente. Coralie Chevallier a en effet été nommée le 4 mars dernier quinze mois après le départ de Thierry Coulhon.

Un contexte tendu dans lequel France Universités rappelle dans un [communiqué](#) que « le principe d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche par une autorité indépendante est indispensable pour garantir l'autonomie de l'Université ».

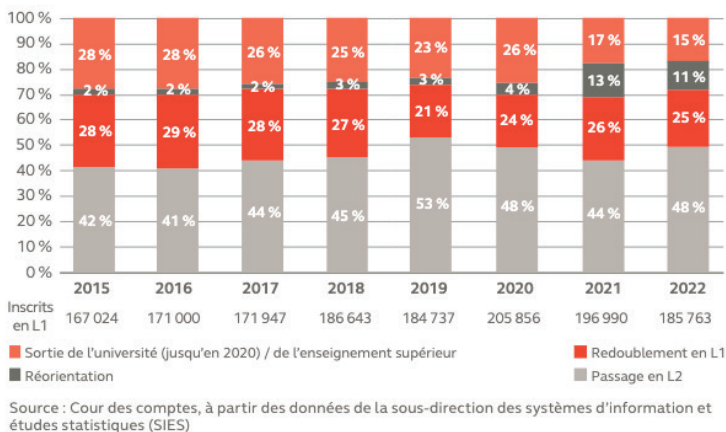
France Universités souhaite ainsi « insister sur le fait que l'évaluation par les pairs, conduite par une autorité indépendante, est la garantie de la qualité et de l'amélioration continue des formations et de la recherche dans les établissements, s'inscrivant dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ».

Découlant d'un « problème de méthode et de choix de termes malheureux », la récente polémique « doit désormais laisser place à la concertation, dans un climat apaisé » insiste la conférence. France Universités et le Hcéres ont donc décidé de « s'engager dans un travail commun de réflexion sur les finalités, l'organisation et les modalités de l'évaluation, pour en faire un moyen de fédérer davantage la communauté universitaire dans son ensemble ».

La licence générale souffre d'un « sous-investissement » dénonce la Cour des comptes

La licence générale en France souffre d'un « sous-investissement qui entraîne des coûts supplémentaires : réorientations, redoublements, étudiants formés mais non diplômés, abandons » indique la Cour des comptes dans son [rapport annuel](#) publié le 19 mars 2025. Ce rapport souligne que l'échec en premier cycle universitaire coûte chaque année plus de 530 millions d'euros à la collectivité et met en avant l'importance de l'encadrement. Pourtant les progrès sont là : la part des étudiants ayant obtenu un diplôme de licence en trois ans a progressé de 5,8 points entre la cohorte 2013 (28,5 % des inscrits) et la cohorte 2019 (34,3 %). Des taux obérés par la faible réussite des bacheliers technologiques (17,6 % de réussite en trois ans) et professionnels (7,7 %) alors que la réussite des bacheliers généraux atteint les 52,2 %.

GRAPHIQUE N° 1 | Situation des étudiants ayant obtenu leur baccalauréat entre 2015 et 2022 un an après leur entrée en licence



Le plan « Réussir en licence » a conduit, depuis 2007, à la montée en puissance des actions visant à prévenir l'échec en premier cycle. L'impact de ces dispositifs sur la réussite en licence n'est « cependant pas démontré » selon la Cour des Comptes. Ainsi, le taux de passage en L2 des bénéficiaires du dispositif « oui-si » n'était en 2019 que de 21,9 %, soit un pourcentage inférieur à la moyenne nationale (45 %). De 2018 à 2022, 140 M€ ont été consacrés à ce dispositif. Depuis 2023, les financements correspondants ont été pérennisés, sans « qu'aucune évaluation de son impact n'ait été préalablement réalisée ».

Environ 30 000 étudiants bénéficient du dispositif « oui si » à l'entrée dans l'université. Celui-ci prévoit un renforcement disciplinaire dans les matières fondamentales ou un appui méthodologique, assorti éventuellement de la suppression de certaines options, avec la mise en place de tuteurs étudiants.

29, 30 septembre et 1er octobre : Le [Congrès Orbicom 2025](#), coorganisé par l'Université de Caen Normandie, l'Université de Strasbourg et l'Université Clermont Auvergne, se tient à Strasbourg. Cet événement réunira chercheurs, décideurs et professionnels pour réfléchir aux impacts de l'intelligence artificielle sur la communication, l'éthique et l'inclusion. L'appel à projets est ouvert et propose dix axes de réflexion, de l'éducation à la communication politique, en passant par le journalisme, la préservation des langues et les biais de l'IA. La date limite de soumission est fixée au 15 janvier 2025.

LE 2^{EME} SALON DE L'EXPERIENCE ETUDIANTE C'EST POUR MARS 2026

Après le succès de la première édition en novembre 2024, le deuxième [Salon de l'expérience étudiante](#) aura lieu les 25 et 26 mars 2026 à la Cité des sciences et de l'industrie de Paris. Un salon BtoB pour apporter des solutions à tous ceux qui font vivre les campus et l'expérience étudiante afin d'offrir un cadre de réflexion pour les expériences étudiantes et apprenantes de demain. Avec plus de 70 exposants et 2000 visiteurs attendus, cette deuxième édition mettra en avant des solutions toujours plus innovantes et impactantes pour répondre aux défis actuels de l'expérience étudiante.



RESSOURCES (TOUJOURS) UTILES

Ce sont des données qu'on n'a jamais sous la main quand on les cherche mais qui sont terriblement utiles.

- [L'Europe de l'éducation en chiffres](#)
- [Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche](#) :



France Universités a tenu un séminaire pour combattre l'antisémitisme à l'université

Depuis le 7 octobre 2023, les actes antisémites se sont multipliés dans la société. Pour lutter contre cette résurgence un séminaire « Combattre l'antisémitisme à l'université : de la loi au terrain », organisé par France Universités, s'est tenu ce jeudi 20 mars, à l'Inalco. Le programme proposait deux tables-rondes, ainsi que le témoignage d'Alain Chouraqui, président de la Fondation du Camp des Milles – Mémoire et Éducation. Pour Lamri Adoui, président de France Universités, il est « *inadmissible de voir prospérer un mensonge laissant supposer une quelconque lâcheté, un déni ou un laxisme de la part des universités. Toute parole publique, en ce sens, affaiblit nos établissements et les missions qu'ils portent, et ne fait que fragiliser leur autorité en tant qu'institution pleinement engagée pour la défense des valeurs de la République. Aussi, l'organisation de ce séminaire témoigne de l'engagement total de nos établissements dans la lutte contre ce fléau* ».

En bref...

- L'Association européenne des universités (EUA) propose un « [Partenariat pour la compétitivité](#) » à l'Union européenne.
- Pour « venir en soutien des étudiants et scientifiques étasuniens », l'Université Paris-Saclay va mettre en place des contrats de thèse pour les doctorants et financera les séjours d'une durée variable pour les chercheurs.
- « [Plusieurs semaines de travaux](#) »... L'université Rennes-2 fermée en raison des dégradations lors de l'occupation (20 Minutes)
- Sciences Po et University of Cape Town (UCT) renforcent leur partenariat avec le lancement d'un double diplôme de niveau Master. Il s'agit du premier double diplôme avec une université du continent africain pour Sciences Po, qui « étend ainsi son ancrage académique sur tous les continents ».
- « [Les témoignages sont édifiants, les faits pénalement répréhensibles](#) » : les soirées suspendues à la faculté de médecine de Tours (La Nouvelle République)
- « [Un cauchemar](#) », « [pire que Parcoursup](#) » : à quelques heures de la fin des vœux, les étudiants se lâchent sur Mon Master (Le Figaro Etudiant)
- Le 12 avril, le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) a validé l'accréditation de la nouvelle offre de formation de l'Université Paris Sciences & Lettres pour le prochain quinquennat. (13 voix pour, 9 contre, 2 abstentions). Cette accréditation concerne 9 formations de premier cycle, 50 cursus de niveau master et 23 écoles doctorales.
- L'Université Paris Dauphine-PSL lance la nouvelle édition de « L'état du management », qui met l'accent sur des problématiques liées à l'environnement des entreprises à l'heure de l'Anthropocène et les conduisent à se transformer (telles que la décarbonation ou l'IA).
- L'Université Paris-Saclay a signé la charte Atypie-Friendly. Cette signature intervient dans le cadre de sa participation au consortium des quinze universités françaises fondatrices du programme éponyme lancé en 2018 pour favoriser l'inclusion des étudiantes, étudiants et personnels ayant des troubles du neurodéveloppement (trouble du spectre de l'autisme, trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité et troubles « dys »).
- L'université de Bordeaux et Sciences Po Bordeaux accueillent, du 1er au 4 avril 2025, la conférence « Renforcer le partenariat académique Afrique-Europe pour améliorer la gouvernance intersectorielle » (SAEAP).
- Dans le cadre du Printemps de la transition écologique, l'Université de Strasbourg lance, du 25 mars au 30 avril, une grande enquête sur la mobilité auprès des personnels, des étudiantes et des étudiants. Les résultats de cette enquête contribueront directement à plusieurs actions stratégiques de l'université, notamment l'élaboration du Plan de mobilité durable et le renouvellement du bilan carbone de l'établissement.

- [Le Code de l'éducation](#)
- [L'état de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation](#) (2022)
- [L'Europe de l'éducation en chiffres](#) (2020)
- [Regards sur l'éducation \(2022\)](#) de l'OCDE
- L'enquête [Conditions de vie des étudiants](#) de l'Observatoire de la vie étudiante.
- L'[Enquête Génération](#) du Céreq permet une mesure régulière de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur leurs trois premières années de vie active.
- Les grands classements internationaux: [ARWU](#) («Classement de Shanghai»), [Times Higher Education](#), [QS Top Universities](#), [US News Best Global Universities](#), [CWTS Leiden Ranking](#) (sur l'impact des publications universitaires).
- Les classements français des écoles de management : [l'Etudiant](#), [Le Figaro](#), [Le Point](#), [Le Parisien](#), [Challenges](#) (2023) et [Le Classement des Classements de HEADway Advisory](#)
- Les classements des écoles d'ingénieurs : [l'Etudiant](#), [Le Figaro](#), [L'Usine nouvelle](#) (2023), [L'Usine nouvelle](#) (2022), [L'Usine nouvelle](#) (2021), [L'Usine nouvelle](#) (2020), [L'Usine nouvelle](#) (2019), [L'Usine nouvelle](#) (2018), [L'Usine nouvelle](#) (2017).
- Les palmarès internationaux des business schools : [Financial Times](#), [QS World University Rankings by Subject : Business & Management Studies](#), [Best Business Schools \(Bloomberg\)](#), [Which MBA \(The Economist\)](#)
- [Liste des CPGE des filières scientifique, économique et commerciale, et littéraire - année universitaire 2022-2023](#)
- [Vademecum RNCP](#) de France compétences
- ▶ Les Publications de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports sont accessibles sur [D5PPaDoc](#). Du Système d'information et études statistiques à [SIES](#).

LES « REFERENCES » D'HEADWAY

L'Essentiel du Sup c'est maintenant plus de 500 numéros ! Nous avons publié un numéro hors-série spécial pour célébrer le 500^{ème} numéro. L'occasion de revenir en détails sur l'actualité des douze dernières années dans l'enseignement supérieur au travers de nos 500 numéros. Vous pouvez le télécharger sur la [plateforme Yunpu](#).



Filles et garçons face à l'orientation

Des filles qui réussissent mieux à l'école mais ont plus de mal à trouver un CDI. En substance c'est la conclusion de l'enquête annuelle de la DEPP : [Filles et garçons sur le chemin de l'égalité de l'école à l'enseignement supérieur](#). Sortons les chiffres :

- les filles obtiennent plus le brevet (89% contre 84% pour les garçons) ;
- les filles sont plus reçues au bac (à la session 2024, la proportion de bachelières dans une génération est de 84 % contre 75 % chez les garçons) ;
- elle sont plus nombreuses que les garçons à obtenir une mention « très bien » (en 2024, 41 % des filles et 34 % des garçons une mention « Bien » ou « Très bien » au bac général) ;
- les filles sont plus diplômées : en moyenne 27 % des jeunes femmes et 21 % des jeunes hommes sortant de formation initiale ont un niveau de diplôme correspondant à un master, un doctorat, une école d'ingénieurs ou une école de commerce.

En revanche, si elles sont plus souvent en emploi salarié que les hommes un an après avoir été diplômées d'un master, elles occupent moins souvent un emploi à durée indéterminée que les hommes (sauf au sortir d'un master d'enseignement) : 52% contre 63%. La faute à une orientation moins porteuse sur le marché du travail ?

Une orientation sexuée. C'est très caractéristique des champs d'orientation des lycéens au sortir du bac : 12 % des étudiantes et 4 % des étudiants entrés dans l'enseignement supérieur en 2023-2024 se sont orientés vers des formations du domaine « santé et social ». En revanche les garçons s'orientent beaucoup plus vers les sciences : 23% contre 13%.

L'orientation des femmes et des hommes par domaines	Femmes	Hommes
Santé et social	12%	4%
Arts, langues, lettres et sc. humaines	23%	10%
Commerce, administration, droit et économie	18%	14%
Tertiaire, services et autres	31%	29%
Ingénierie, sciences et Staps	13%	23%
Industrie et production	4%	21%

Les filles s'orientent beaucoup plus vers l'université que les garçons : 14% contre 8% quand, au contraire, 4% des étudiants vont dans des écoles d'ingénieurs pour 1% des étudiantes. Autre exemple : 6 % des étudiantes et 3 % des étudiants entrés dans l'enseignement supérieur en 2023-2024 se sont orientés en université vers les formations Paces/PASS.

	Femmes	Hommes
Univ. Paces/PASS	6%	3%
Écoles santé et social ¹	5%	1%
Univ. langues, lettres et sciences humaines	19%	8%
CPGE lettres	2%	1%
Écoles artistiques	2%	1%
Université AES, droit et économie ²	14%	8%
CPGE économie	2%	2%
Écoles de commerce	3%	3%
IUT tertiaire	5%	5%
STS service ³	21%	20%
Autres écoles	5%	4%
Université sciences et Staps	9%	13%
CPGE sciences	3%	7%
Écoles d'ingénieurs	1%	4%
IUT secondaire	1%	6%
STS production ⁴	2%	15%

Les femmes sont plus diplômées que les hommes. En moyenne 27 % des jeunes femmes et 21 % des jeunes hommes sortant de formation initiale ont un niveau de diplôme correspondant à un master, un doctorat, une école d'ingénieurs ou une école de commerce

HEADway Advisory et L'Essentiel du Sup publient également régulièrement des indicateurs « références » sur son blog :

- Comment ont évolué les écoles de management françaises dans le [Classement des business schools européennes du Financial Times](#) depuis 2005 ? Deux animations Flourish permettent de visualiser la domination sans partage d'HEC en France comme en Europe : [Les écoles françaises dans le classement des business schools du Financial Times: visualisez la domination d'HEC](#) et Classement des business schools européennes : visualisez comment HEC l'emporte pour la onzième fois
- [Le « Classement des classements » des écoles de management](#)
- [Le « Classement des classements » des écoles d'ingénieurs](#)
- [« Twitter Influence » de l'enseignement supérieur: les établissements](#)
- [« Twitter influence » de l'enseignement supérieur: les personnalités](#)

Est publiée également toute une collections de livres blancs avec nos partenaires :

- [« Tech, le monde d'après. Un défi pour l'enseignement supérieur »](#)
- [« Des études à l'emploi, les Grandes écoles se réinventent »](#)
- [« Se former aux métiers de demain »](#)
- [« L'enseignement supérieur français, acteur mondial »](#)



RETROUVEZ NOS ENTRETIENS ET PORTRAITS

Chaque année nous publions plus de cinquante entretiens et portraits. Vous pouvez les retrouver sur le blog de L'Essentiel du Sup. Voici les portraits et entretiens que nous avons publiés en 2022-2023.

Entretiens:

[Tamym Abdessamed \(Excelia BS\)](#)

[Olivier Aptel \(Rabat BS\)](#)

[Christophe Boisseau \(ESCE\)](#)

[Frank Bournois \(CEIBS\)](#)

[Fouziya Bouzerda et Philippe Monin \(GEM\)](#)

[Pascal Brouaye \(Pôle Léonard de Vinci\)](#)

[Joël Cuny \(ESTP\)](#)

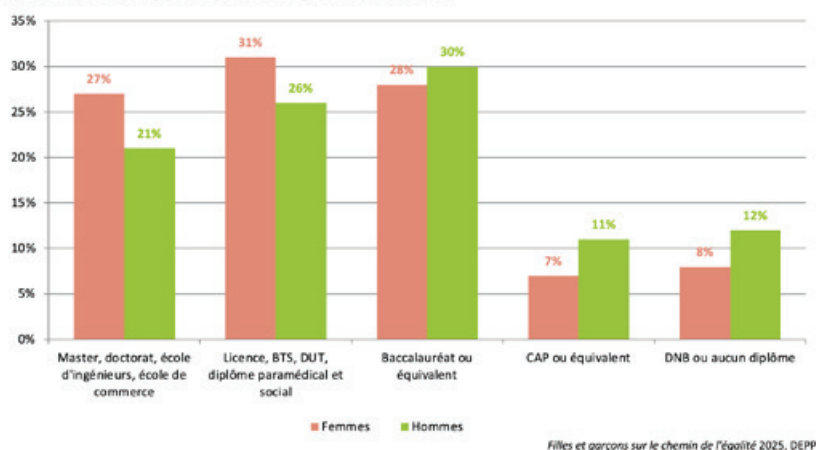
[Emmanuel Duflos \(EPF\)](#)

[Odile Gauthier \(Institut Mines Télécom\)](#)

[Christian Guellerin \(École de design Nantes Atlantique\)](#)

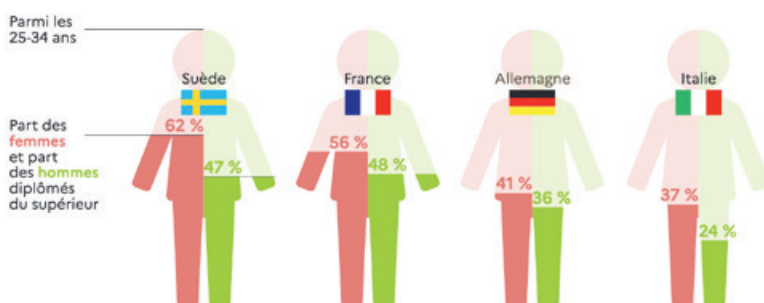
[Alice Guilhon \(Cdefm et Skema\)](#)

Les femmes sont plus diplômées que les hommes.



Au niveau européen également, les femmes sont davantage diplômées de l'enseignement supérieur.

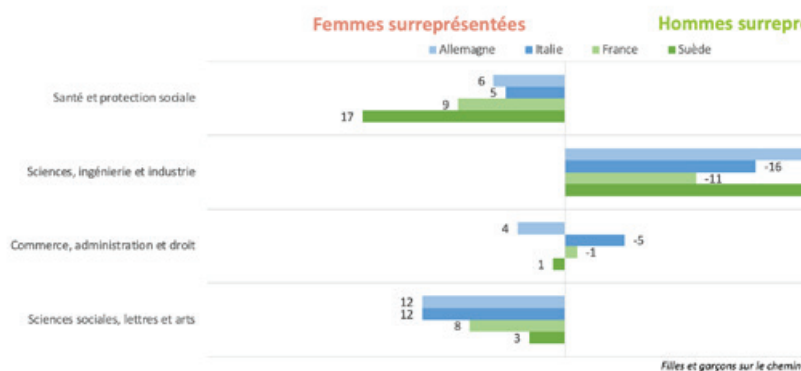
Au niveau européen également, les femmes sont davantage diplômées de l'enseignement supérieur.



Lecture : en 2023, en Suède, 62 % des femmes et 47 % des hommes sont diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans.
 Note : pour cet indicateur européen, la cible définie par la stratégie « Europe 2030 » est d'atteindre au moins 45 % en 2030.
 Champ : ensemble des personnes âgées de 25 à 34 ans.
 Source : Eurostat, enquête sur les forces de travail EU-LFS (etat_lfs_e_03, 2023).

Et partout en Europe les spécialités des diplômes de l'enseignement supérieur diffèrent selon le genre.

Les spécialités des diplômes de l'enseignement supérieur diffèrent selon le genre.



- [Patrice Houdayer \(Skema\)](#)
- [Florence Legros \(ICN\)](#)
- [Stéphanie Lavigne \(TBS Education\)](#)
- [Quentin Leroux \(Adeppt\)](#)
- [Olivier Maillard \(Ipag\)](#)
- [Delphine Manceau \(Neoma\)](#)
- [José Milano et Mathias Emmerich \(Omnes Education\)](#)
- [Jean-Michel Nicolle \(EPF\)](#)
- [Gérard Pignault \(CPE Lyon\)](#)
- [Hervé Penan \(TSM\)](#)
- [Elian Pilvin \(EM Normandie\)](#)
- [Caroline Roussel \(Iéseg\)](#)
- [Richard Soparnot \(ESC Clermont\)](#)
- [Sébastien Tran \(Pôle Léonard de Vinci\)](#)
- [Gilles Vandecaveye \(Icam\)](#)
- [Macha Woronoff \(Université de Franche Comté\)](#)

Portraits :

- [Frank Bournois](#)
- [Laurent Champaney \(Arts et Métiers et CGE\)](#)
- [Bruno Ducasse \(Montpellier BS\)](#)
- [Vincenzo Esposito Vinzi \(Essec\)](#)
- [Jacques Fayolle \(Mines Saint-Etienne\)](#)
- [Thomas Froehlicher](#)
- [Alain Fuchs \(PSL\)](#)
- [Alice Guilhon \(Cdefm et Skema\)](#)
- [Jean-Christophe Hauguel \(ISC Paris\)](#)
- [Isabelle Huault \(emlyon\)](#)
- [Léon Laulusa \(ESCP\)](#)
- [Delphine Manceau \(Neoma\)](#)
- [Emmanuel Métails \(Edhec\)](#)
- [El Mouhoub Mouhoud \(Paris-Dauphine\)](#)
- [Alexandre de Navailles \(Kedge\)](#)
- [Bruno Neil \(Excelia BS\)](#)
- [Eloïc Peyrache \(HEC Paris\)](#)
- [Elian Pilvin \(EM Normandie\)](#)